



*Signataires : Sylvain Thévoz, Jacklean Kalibala, Caroline Renold, Grégoire Carasso, Sophie Demaurex, Alberto Velasco*

*Date de dépôt : 2 mai 2026*

## **Proposition de résolution**

### **G7 : pour la tenue de manifestations dans un cadre clair et sécurisé**

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève  
considérant :

- le fait que les interdictions générales de manifester se révèlent inefficaces pour prévenir les risques liés aux mobilisations et qu'elles sont, dans la plupart des cas, non conformes aux obligations des autorités en matière de droits humains, en droit international comme en droit suisse ;
- le fait que le recours à la force doit rester exceptionnel, strictement nécessaire et proportionné ;
- le fait que l'usage d'armes à létalité réduite doit être encadré, ciblé et jamais indiscriminé ou punitif, et que les pratiques dangereuses, telles que les tirs à hauteur de visage ou l'usage de moyens de dispersion sans distinction, doivent être clairement proscrites ;
- le fait qu'une approche basée sur la facilitation et la protection du droit de manifester plutôt que sur la répression (notamment par le dialogue, l'accompagnement des rassemblements et la mise à disposition d'espaces pour l'exercice effectif de ce droit) permet grandement de prévenir les violences et de désamorcer les tensions,

invite le Conseil d'Etat

- à communiquer, à l'avance et de façon claire, les règles qui prévaudront lors des manifestations pendant le sommet ;

- à dialoguer avec la société civile et garantir l'accès aux lieux prévus pour les manifestations ;
- à protéger activement les manifestantes et manifestants pacifiques et les tiers, et assurer un environnement permettant de manifester sans crainte ;
- à garantir un accès effectif aux secours et aux soins, et tenant compte à la fois des besoins spécifiques (enfants, personnes âgées ou en situation de handicap) et des rôles particuliers (journalistes, observatrices et observateurs) des personnes présentes, ainsi que de la présence de tiers (passantes et passants, voyageuses et voyageurs, clientes et clients de terrasses de restaurant, etc.) ;
- à expliciter les stratégies opérationnelles prévues pour isoler les auteurs et autrices de violences, protéger les personnes pacifiques et éviter les débordements généralisés ;
- à garantir le droit de manifester même en présence de troubles limités ;
- à permettre aux manifestantes et manifestants pacifiques de poursuivre la mobilisation, en évitant les interpellations de masse, les dispersions indifférenciées ou les mesures collectives disproportionnées ;
- à n'envisager la dispersion qu'en dernier recours, en cas de violences graves et généralisées ou de danger imminent de telles violences, ou encore en cas de perturbations graves et de longue durée ;
- à faire un usage minimal de la force et maintenir une communication constante avec les participantes et participants ;
- à déployer une présence policière visible mais non intimidante, avec des unités de dialogue identifiées, un recours prioritaire à la négociation et des efforts continus pour prévenir et apaiser les tensions ;
- à communiquer clairement toute mesure de police ;
- à faire entendre toute mesure justifiée – légale, nécessaire et proportionnée –, telle qu'un changement d'itinéraire ou des sommations, de manière clairement audible, compréhensible pour toutes les personnes présentes et assortie d'un délai suffisant pour s'y conformer ;
- à veiller à ce que seules des forces ayant reçu une formation adéquate au maintien de l'ordre dans le respect des droits humains soient déployées. Si des militaires sont présents sur le territoire, leur non-intervention dans les manifestations doit être garantie ;
- à assurer, après la manifestation, l'existence de mécanismes indépendants et efficaces pour enquêter sur tout usage potentiellement excessif de la force ou toute atteinte aux droits humains. Les victimes doivent avoir accès à des recours effectifs, l'identification des agents doit être garantie, et les enseignements tirés doivent servir à améliorer les pratiques futures.

## **EXPOSÉ DES MOTIFS**

Lorsque Trump survolera le lac Léman dans son Boeing le 15 juin prochain, puisse-t-il non seulement s'extasier de la beauté du jet d'eau, mais aussi constater la force de nos valeurs démocratiques et notre considération pour l'Etat de droit.

Quand Trump atterrira à Genève, montrons-lui que chez nous les dissensions politiques ne se règlent pas par la violence, et que le droit de contester les monarques fonde l'Etat de droit. Les petits Trump locaux demandent l'interdiction de toute manifestation, la fermeture totale des frontières, la mise de Genève sous cloche. Ils veulent rendre Genève pareil à Fort Knox dans un hommage à l'oncle Donald. Ne nous laissons pas intimider par cette folle escalade verbale qui légitime déjà les forces de l'ordre pour toutes les dérives possibles, comme ce fût le cas au sommet du G8 à Gênes en 2001 (un mort) ou en 1932 quand l'armée tira sur la foule à Genève (13 morts).

Il y a aujourd'hui sur la table une simple demande de manifestation déposée par l'organisation de la grève féministe, un groupe de braves citoyens opposés à Trump. La droite a tout fait pour flinguer le processus de décision. Le Conseil d'Etat oscille désormais entre laisser aller et se faire conduire par les milieux bourgeois ne pensant qu'à défendre leurs biens matériels. Ils créent un climat toxique donnant des gages aux extrémistes.

Qu'est-ce qui a fait perdre la tête à la droite hormis leur mauvaise foi et des calculs politiques ? Le gros traumatisme de 2003, où des vitrines furent brisées. Pourtant, des centaines de manifestations se sont déroulées sans accrocs entre-temps : la Grève féministe, les 1<sup>er</sup> Mai, toutes les manifestations pour la Palestine, à l'exception d'une seule, notable, où la police a réagi de manière inappropriée, et dont il faut craindre que cela ne se reproduise si des mesures solides et préventives ne sont pas prises.

L'enjeu du G7 est depuis plus d'un an sur la table. Il a certainement déjà été dépensé davantage d'argent en heures de réunions et en réflexions stratégiques que ce qu'aurait coûté l'hypothétique remplacement d'éventuelles vitrines potentiellement cassées en juin prochain. Et si par impossible les assurances – faites précisément pour cela – n'entraient pas en ligne de compte, il est évident que l'Etat devrait se substituer pour rembourser d'éventuels dommages. N'en déplaise à ceux qui souhaitent à chacun de leurs votes un Etat plus faible et moins interventionniste.

Le gouffre est désormais béant entre ceux qui défendent Trump, et ceux qui veulent honorer nos droits constitutionnels : droit de manifester et liberté d'expression. Il est important que les citoyennes et citoyens puissent refuser de voir passer Trump sous leurs fenêtres sans lui dire son fait, ce qu'ils pensent de lui et de sa politique.

Le climat de dénigrement installé fait peser la crainte de violences en juin prochain. A notre crainte d'avoir quelques vitrines brisées se substitue désormais celle d'avoir des blessés graves ou des morts sur le carreau. Mais interdire ou ne pas interdire une manifestation ne changera rien à l'affaire. Personne ne peut empêcher des citoyens de descendre dans la rue défendre nos valeurs et nos institutions. Sans organisateur identifié, les risques de dérapage seront démultipliés. Le refus des suppôts de Trump de faire de tout contestataire de Trump un black bloc en puissance, de reconnaître toute expression citoyenne, est une provocation visant à faire exploser les manifestations sauvages. Il reste un peu de temps avant le rendez-vous citoyen du 14 juin. Invitons le Conseil d'Etat à prendre des mesures, sans dérive autoritaire ni policière, en impliquant tous les partenaires de manière constructive, avec un vrai leadership et un attachement sincère à nos droits démocratiques.

Il reste un peu de temps pour mettre en place un dispositif à même de gérer les potentielles violences des uns et des autres et éviter que nous ayons à choisir entre des vitrines brisées ou des morts sur le carreau.

Nous avons une belle opportunité de donner une leçon démocratique et citoyenne à Trump et à ses supporters locaux. Ne nous énervons pas, Mesdames les députées et Messieurs les députés. Ne la manquons pas.